OECD *Multilingual Summaries*

OECD Business and Finance Outlook 2018

Summary in French

Accédez au texte intégral: 10.1787/9789264298828-en

Perspectives de l'OCDE sur l'entreprise et la finance 2018

Résumé en français

La connectivité, qu'elle relie les institutions du système financier mondial ou les différents pays, fait partie intégrante de la mondialisation et constitue un élément central des approches retenues par les sociétés complexes pour accroître leur productivité. La présente édition des Perspectives de l'OCDE sur l'entreprise et la finance évalue l'importance de la connectivité, tant au niveau des institutions du système financier qu'à l'échelle des pays. Sur ce point, le rapport analyse l'importance croissante de la Chine dans l'économie mondiale, et décrit plus précisément la stratégie de développement international lancée par ce pays sous le nom d'« initiative BRI » (pour Belt and Road Initiative), dont il examine les effets pour les partenaires commerciaux de la Chine et les investisseurs internationaux. Enfin, ce document met en exergue plusieurs lignes de l'action publique qui permettraient d'étendre à l'ensemble de l'économie mondiale les retombées positives de l'initiative BRI.

Les perspectives du système financier mondial

Depuis 2008, les autorités monétaires des pays dans lesquels se trouvent des banques d'importance systémique mondiale ont soutenu le système financier international par l'adoption de taux d'intérêt très faibles et l'acquisition d'importants volumes de titres. Ces mesures ont d'abord eu pour objectif de pallier les dysfonctionnements des marchés financiers, puis d'accompagner la reprise économique. En raison de l'amélioration de la conjoncture, la Réserve fédérale des États-Unis a entrepris une normalisation progressive de sa politique monétaire, et devrait être suivie en cela par les banques centrales d'autres économies avancées. Cette nouvelle orientation monétaire explique en partie les fortes fluctuations des prix des actifs enregistrées en 2018, notamment en début d'année, d'où le défi que représentera la gestion de ce processus.

Parallèlement, le Comité de Bâle, qui regroupe des superviseurs bancaires, a terminé ses travaux de réforme du cadre réglementaire dit de Bâle III applicable aux banques exerçant des activités internationales. La normalisation des politiques monétaires jouera à cet égard un rôle de révélateur et montrera si Bâle III a effectivement atteint ses objectifs, à savoir préserver la sécurité et la solidité du système financier en cas de tensions, tout particulièrement lorsque la liquidité des produits financiers est un vecteur de volatilité. Bien que les règles de Bâle III aient permis de renforcer les règles relatives aux fonds propres, le fonctionnement des banques d'importance systémique mondiale et leurs modèles d'affaires sont restés proches de ce qu'ils étaient avant la crise de 2008 – en tout état de cause, la réforme n'a pas instauré de séparation totale entre les activités de banque d'investissement et de banque de dépôt. Les vulnérabilités qui résultent de l'interdépendance entre ces deux activités demeurent ainsi un trait caractéristique du système actuel. La valeur notionnelle des produits dérivés négociés de gré à gré, qui représente un indicateur de cette interdépendance, atteignait 532 000 milliards USD au deuxième semestre 2017, soit légèrement moins que le niveau record de 586 000 milliards USD observé fin 2007, avant la crise. Par ailleurs, le comportement des investisseurs s'est modifié en raison de la faiblesse des taux d'intérêt, induisant un déplacement partiel des risques financiers.

Les perspectives financières seront également modelées par la réussite de la Chine dans la gestion des risques inhérents aux niveaux élevés de la dette et des ratios d'endettement affichés par les banques, les opérateurs du secteur bancaire parallèle et les sociétés de gestion d'actifs. Compte tenu de la nature fermée de son système financier, la Chine n'exerce pas d'influence directe sur les risques auxquels sont confrontées les économies avancées, toutefois, des difficultés éventuelles pourraient inciter les autorités chinoises à céder les titres des États-Unis qu'elles détiennent, ce qui accentuerait les tensions affectant les liquidités dans les économies avancées. Par ailleurs, il est difficile d'évaluer le volume des créances douteuses et litigieuses en Chine, en raison du manque d'informations relatives aux actifs détenus par le biais d'instruments hors bilan. Il est cependant indéniable que l'importance des expositions hors bilan a accru les risques associés à l'effet de levier et pourrait donner lieu à des incidents de crédit déstabilisateurs. À défaut de réformes complémentaires modifiant la structure des marchés de capitaux et celle des institutions financières des grandes économies avancées et émergentes, une matérialisation des risques en Chine pourrait potentiellement affecter la croissance économique au-delà des frontières du pays.

L'initiative BRI dans le paysage mondial des échanges, de l'investissement et de la finance

L'initiative BRI lancée par la Chine est une stratégie de développement ambitieuse destinée à renforcer la connectivité et la coopération autour des six grands corridors économiques présentés au graphique 2.3. Selon la Banque asiatique de développement, les besoins d'investissement dans les infrastructures en Asie atteindraient au total 26 000 milliards USD d'ici 2030, et la Chine a indéniablement un rôle à jouer à cet égard. Or, si l'initiative BRI accorde la priorité au financement des infrastructures, elle s'inscrit également dans une stratégie visant des objectifs de plus long terme, tels que la connectivité, la sécurité énergétique et alimentaire, un développement régional équilibré et meilleure utilisation des capacités, la libéralisation des échanges, des objectifs de durabilité, ou encore des échanges culturels et scientifiques.

La Chine investit aujourd'hui dans les transferts de technologie pour opérer une transition vers des activités à plus forte valeur ajoutée et, à terme, jouer un rôle équivalent à celui que d'autres grands pays ont pu avoir en matière de normes technologiques, d'innovation et de chaînes de valeur mondiales. La connectivité est un volet important de cette stratégie, en particulier dans le domaine de l'énergie, compte tenu du nombre et de la variété des sources énergétiques présentes le long des corridors retenus par l'initiative BRI. De manière plus générale, l'analyse empirique exposée dans la présente édition des Perspectives semble indiquer que la connectivité parmi les marchés avancés et émergents accroît les retombées positives des échanges et des investissements. Néanmoins, les besoins de financement en faveur des infrastructures sont élevés dans les pays asiatiques en développement, et la Chine se voit confrontée à des problèmes financiers qui illustrent les limites de ce qu'elle peut accomplir isolément. En d'autres termes, d'importantes contributions de pays de l'OCDE seront nécessaires à une pleine réussite de l'initiative BRI. En ce sens, il conviendra d'accroitre le rôle dévolu aux marchés dans les décisions d'affectation des ressources, en renforçant à cette fin les normes applicables en matière de propriété intellectuelle, de concurrence, d'équité des règles du jeu et de bonne gouvernance.

Promouvoir des règles du jeu équitables au service d'une croissance durable

L'initiative BRI marque une étape de la mondialisation qui s'inscrit sur le long terme et qui, à l'image d'autres mutations de l'économie mondiale d'importance comparable, doit s'appuyer sur des principes transparents et rationnels, propices à l'émergence de solutions efficientes et équitables pour toutes les parties concernées.

Parmi les différents volets de l'action publique susceptibles de bénéficier d'une convergence accrue avec les normes internationales, cinq grands domaines se distinguent :

- Le rôle croissant des entreprises publiques dans l'économie mondiale appelle l'adoption des mesures appropriées pour instaurer des règles du jeu équitables, afin d'ôter leur intérêt à l'octroi de subventions et aux processus non transparents, et de permettre aux pays d'accueil de bénéficier d'investissements conformes aux pratiques de gouvernance d'entreprise généralement reconnues. Les pays d'accueil doivent apporter des réponses efficaces aux problématiques de sécurité

nationale, en particulier celles qui touchent à des technologies stratégiquement sensibles ou découlent de lacunes dans la responsabilité juridique des entreprises publiques.

- Il convient d'appliquer des procédures ouvertes et transparentes en matière de marchés publics, notamment ceux qui concernent des investissements dans les infrastructures.
- Il faut en finir avec les coûts élevés liés à la corruption active et passive, qu'il s'agisse de grands projets d'infrastructures ou d'autres passations de marchés. Les coûts sociaux et environnementaux doivent être pris en compte, en veillant à ce que les entreprises adoptent une conduite responsable qui limite autant que possible les retombées négatives pour les communautés locales.
- En complément aux préconisations applicables aux entreprises concernant le respect de l'environnement, les pouvoirs publics doivent conduire leurs propres études d'impact environnemental avant le lancement de projets de construction et d'infrastructures.
- Les régimes appliqués aux investissements internationaux doivent être ouverts et transparents, pour réduire les coûts et élargir l'éventail des possibilités offertes en matière de technologies. Cela offrira un cadre favorable à une connectivité accrue et à l'obtention d'économies d'échelle, deux des grands objectifs poursuivis par toute stratégie en matière d'infrastructures.

Dans ces cinq domaines, les normes établies par l'OCDE et d'autres normes internationales posent des orientations essentielles pour les pays, tant pour les économies qui accueillent les infrastructures que pour celles qui les fournissent.

© OCDE
La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.
Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© OECD (2018), *OECD Business and Finance Outlook 2018*, OECD Publishing.
doi: 10.1787/9789264298828-en